

Mittwoch (Nachmittag), 17. März 2021 / Mercredi après-midi, 17 mars 2021

2. Priorität – Bau- und Verkehrsdirektion /**2^e priorité – Direction des travaux publics et des transports****89 2020.RRGR.300 Motion 230-2020 Klopfenstein (Corgémont, SVP)**

Keine zeitliche Befristung der Verträge für die Landwirtschaftsflächen, die der Kanton beim Verkauf der landwirtschaftlich genutzten Gebäude des Betriebs La Praye in Prêles verpachtet hat

Richtlinienmotion

89 2020.RRGR.300 Motion 230-2020 Klopfenstein (Corgémont, UDC)

Pas de limitation dans le temps des baux à loyer des parcelles agricoles mises en location par le canton lors de la vente des bâtiments agricoles du domaine de La Praye à Prêles

Motion ayant valeur de directive

Präsident. Wir kommen zum nächsten Traktandum, 89, einer Richtlinienmotion. Es ist ein Vorstoss von Grossrat Etienne Klopfenstein, «Keine zeitliche Befristung der Verträge für die Landwirtschaftsflächen, die der Kanton beim Verkauf der landwirtschaftlich genutzten Gebäude des Betriebs La Praye in Prêles verpachtet hat». Wir befinden uns in einer reduzierten Debatte. Der Antrag des Regierungsrates lautet auf Ablehnung. Je donne la parole au motionnaire, M. le député Etienne Klopfenstein.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (UDC). En 2017, le canton de Berne a mis en location l'un de ses plus grands domaines agricoles, celui dont il propriétaire à Prêles, d'une surface d'environ 150 à 160 hectares. Lors de la mise en location, la DTT a soustrait une surface d'environ 21 hectares qu'elle a proposée à parts égales à sept agriculteurs. Ces derniers ont reçu des contrats non officiels qui ont été rédigés par l'OIC, alors que l'Office de l'agriculture et de la nature (OAN) a des contrats types approuvés légalement. Les sept agriculteurs ont commis une erreur en signant un contrat limité pour une durée de six ans. Il faut savoir qu'ils n'ont eu que quelques jours entre le moment de recevoir le contrat et le moment de le renvoyer dans les délais. Jamais quelqu'un du canton n'est allé sur place pour discuter avec les futurs locataires. Si ces contrats ont été signés pour une durée limitée à six ans, rien n'empêche de faire de nouveaux contrats, en bonne et due forme, respectant le droit foncier sur le bail à ferme.

Le but de cette motion n'est pas de créer un conflit entre les différents agriculteurs, mais bien de corriger une erreur commise dans le passé et permettre une bonne entente à Prêles. L'agriculteur qui a acheté les bâtiments de Prêles en droit de superficie s'occupe d'une surface actuelle de 125 hectares. Ses sept voisins ont entre 25 et 50 hectares. En soutenant cette motion, ça permettrait d'équilibrer un tant soit peu la grandeur des différentes exploitations agricoles et d'amener plus d'argent dans la caisse cantonale puisque les terres louées par petites parcelles sont plus élevées que celles louées pour l'ensemble du domaine. *(Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen. / Le président demande à l'orateur de conclure.)* A plusieurs moments, j'ai entendu qu'on ne peut pas aller contre les contrats qui ont été signés. Personnellement, je suis opposé d'aller contre le droit. Toutefois, il ne s'agit pas ici de faire quelque chose d'illégal, mais de corriger une situation. Je vous remercie de soutenir cette motion.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionen. Es ist, wie gesagt, eine reduzierte Debatte. Für die Mitte-Fraktion Grossrat Franco Rappa.

Francesco Marco Rappa, Burgdorf (Die Mitte). Die Mitte-Fraktion hat bei diesem Thema versucht, ich sage es einmal emotionslos, sich vor allem mit der rechtlichen Situation auseinanderzusetzen, und diese ist aus unserer Sicht eigentlich glasklar. Man können es auch so zusammenfassen: Hier wird de facto versucht, die Spielregeln zu ändern oder nachzubessern, was rechtlich schlichtweg nicht möglich ist. Das heisst: Sollte der Grosse Rat hier den Motionären grünes Licht

geben, könnte der Regierungsrat aus unserer Sicht diesem Anliegen in keiner Art und Weise gerecht werden. Oder, um es etwas genauer auseinanderzunehmen: Erstens, die betroffenen Bauern, um es einmal so zu sagen, haben mit dem Kanton Bern einen Pachtvertrag unterzeichnet. Von Anfang an war klar, dass dieser Pachtvertrag auf sechs Jahre befristet ist. Als Zweites: Der Kanton Bern ging auch eine Gewerbepacht ein. Mit diesem Pächter wurde vereinbart, dass das an die erwähnten Bauern befristet bis zum 31. März 2021 verpachtete Land per 1. April 2021 hinzukommt. Bei diesen Verpachtungen hat der Kanton Bern absolut und unmissverständlich korrekt gehandelt und Verträge abgeschlossen. Die hier in Frage stehende Fristverlängerung bei diesem befristeten Pachtvertrag ist leider obsolet. Wie bereits erwähnt, kann der Regierungsrat diese Motion nicht umsetzen, auch nicht, wenn sie überwiesen würde. Grundsätzlich lehnt die Mitte-Fraktion diese Motion also ab. Weil aber ein gewisses Verständnis im Raum steht, wird es auch viele Enthaltungen geben. Persönlich bin ich der Meinung, dass hier die betroffenen Exponenten mit dem Kanton vor Abschluss des in Frage stehenden befristeten Pachtvertrags hätten das Gespräch vertieft suchen sollen. Ich verstehe auch, dass man sich bei der Unterzeichnung möglicherweise ein wenig verleiten liess, so nach dem Prinzip, lieber den Spatz in der Hand als die Taube auf dem Dach.

Michael Ritter, Burgdorf (glp). Aus unserer Sicht, aus Sicht der Fraktion Grünliberale, ist der Vorstoss in dieser Form nicht umsetzbar. Die Begründung steht in der Antwort des Regierungsrates und wurde von meinem Vorredner der Mitte-Fraktion auch ausgeführt. Ich gehe nicht mehr zu sehr ins Detail. Das Problem ist einfach, dass man mit einem Vorstoss in zivilrechtliche Verträge hineingrätscht, zudem noch in einem Dreiecksverhältnis. Das hat der Vorredner sehr gut erklärt. Ich könnte das sicher nicht besser. Dem kann man in dem Sinn nicht zustimmen. Ich bitte aus diesem Grund namens meiner Fraktion den Rat, das abzulehnen. In der Tat hatte ich, das ist jetzt vielleicht eher persönlich, gewisse Sympathie für den Député Klopfenstein. Es wurde von einem Ratsmitglied in einem völlig anderen Zusammenhang zu Beginn der Session zu einem Vorstoss einer Kollegin oder eines Kollegen einmal gesagt: «Weil du es bist, gibt es eine Stimme». Cher Etienne, ich habe eine gewisse Sympathie für diesen Vorstoss, vielleicht nicht parteipolitisch, sondern anders begründet. Aber der Motion werde ich sicher nicht zustimmen. In diesem Sinn: Als Motion muss man das ablehnen, und als Postulat bringt es eigentlich auch nichts. Aber es gibt für mich selbst ja noch die Farbe Weiss.

Tom Gerber, Reconville (PEV). En lisant la réponse du gouvernement à la présente motion, j'ai eu de la peine à en croire mes yeux : en gros, parce qu'on a peur de l'éventuel mécontentement des agriculteurs des alentours et que le domaine de La Praye est assez grand, on se décide à distribuer 20 hectares de terre en location. Dans le même temps, on prévoit déjà de l'enlever à nouveau. Vous êtes sérieux ? De plus, le canton met en soumission un domaine avec des surfaces qui ne correspondent pas à la réalité. J'aurais presque eu envie de demander : « vous ne vouliez pas essayer de vendre les bâtiments de Chatillon en faisant croire qu'il s'agit d'un luxueux hôtel cinq étoiles ? » Je ne peux pas qualifier cette gestion autrement que de calamiteuse. Monsieur le Directeur, chers collègues, mettre en location des terres, ce n'est pas distribuer des sucettes ! Les agriculteurs ne sont pas des punching balls avec lesquels on s'amuse ! Je ne sais pas si légalement la motion peut être mise en œuvre telle quelle, mais dans tous les cas le groupe évangélique vous demande de l'accepter dans le sens où nous ne pouvons pas donner un blanc-seing à une gestion de ce genre et qu'il y a lieu de revoir ce dossier. Un minimum absolu pourrait être de s'excuser officiellement et de renoncer au montant de location pour la durée restant des baux.

Jean-Luc Niederhauser, Court (PLR). Le canton de Berne est propriétaire de deux domaines importants se situant dans la région du Plateau de Diesse : le premier domaine de Chatillon se situe sur l'ancienne commune de Prêles, respectivement la commune fusionnée du Plateau de Diesse, et le deuxième domaine, celui de La Praye, se situe sur la commune de Nods. Ces deux domaines, très proches l'un de l'autre, revêtent une importance non négligeable pour ce haut plateau au pied du Chasseral. Ils ont malheureusement déjà suscité beaucoup de débats au sein de ce cénacle et dans le cadre des réflexions liées à leur avenir. Il est regrettable qu'une erreur puisse se glisser lors de la procédure de mise en soumission des terres agricoles du domaine de La Praye. En effet, l'agriculture est une source de revenu importante pour la population de cette région classifiée en zone de montagne et collines. C'est pourquoi une partie du groupe PLR va soutenir cette motion. Même si elle salue le Conseil-exécutif d'avoir reconnu cette erreur, elle souhaiterait qu'il fasse un pas supplémentaire dans la recherche de solution.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (les Verts). Les Verts seront très partagés sur la question. En amont, j'aimerais dire que c'est un peu comme l'affaire qui a été traitée tout à l'heure et dont Tabea a dit que c'est une chose qu'on aurait mieux fait de résoudre en créant une table ronde en espérant que ce ne soient pas des meubles qui soient assis autour. Bref.

On a ici un domaine qui a été vendu, des terrains qui ont été loués et chacun avait cru avoir autre chose que ce dont il dispose réellement. En se croirait presque dans une farce d'héritage. Dans la réponse, le gouvernement reconnaît qu'erreur il y a eu, mais il annonce en même temps qu'il n'est pas possible de revenir en arrière pour des raisons contractuelles. A notre avis, son rôle est de régler la situation. Accepter cette motion, c'est peut-être reconnaître que le gouvernement a fait une erreur, mais c'est aussi prendre position contre l'agriculteur principal qui a racheté les bâtiments. Et à notre avis, ça n'aide pas à résoudre le problème. Les Verts souhaitent que les responsables réagissent, que le problème soit résolu par la discussion. La motion n'est à nos yeux pas une bonne solution, ou alors, elle devrait avoir un point 2 qui permet de trouver des solutions acceptables à ce problème. A nos yeux, l'exploitation future du domaine selon les directives de l'agriculture biologique est importante, mais le respect de tous les agriculteurs et des engagements pris sont tout autant importants. Il ne faut en aucun cas alimenter la polémique sur le domaine de La Praye, il ne faut pas non plus monter les agriculteurs les uns contre les autres. En mettant tous ces éléments sur la table, il nous paraît nécessaire d'organiser une discussion afin de trouver une voie constructive pour tous les exploitants et pour le but poursuivi par le canton.

La motion n'est à nos yeux pas le meilleur moyen pour régler la situation ; une majorité va s'abstenir. Les Verts, donc, auront un vote très partagé. Dans tous les cas, une discussion et une mise en commun sont nécessaires car chacun doit pouvoir être entendu.

Mathias Müller, Orvin (SVP). Wir finden es bedenkenswert, dass der Regierungsrat eingesteht, dass er Fehler gemacht hat. Das zeugt von einer gewissen Grösse, und es zeugt auch davon, dass man wahrscheinlich bereit ist, Korrekturen zu machen. Damit man diese Korrekturen noch weitergehend machen kann, muss man diese Motion annehmen. Die SVP nimmt diese Motion einstimmig an. Ich hoffe, die anderen machen das auch. Fertig.

Präsident. Sprecher der SP-JUSO-PSA-Fraktion, Grossrat Stefan Berger.

Stefan Berger, Burgdorf (SP). Wir haben Verträge, und Verträge gelten. Das Problem, das jetzt besteht, ist, dass die Pächter einen Vertrag haben, den man nicht verlängern kann, weil die Pachtflächen in einem anderen Vertrag zugesprochen wurden. Wir können das Problem also nicht lösen, ohne dass wir den einen Vertrag brechen würden. Das Problem kann sich nur lösen, wenn die Pächter – ich sage es jetzt doch – zusammen an einen runden Tisch sitzen und das miteinander ausdiskutieren. Der Kanton hilft vielleicht dabei. Aber es ist nicht die Aufgabe des Kantons, dort eine Lösung zu suchen. Aus diesem Grund lehnt die SP-JUSO-PSA-Fraktion diese Motion ab.

Präsident. Je donne encore la parole à M. Roland Benoit, il est co-motionnaire.

Roland Benoit, Corgémont (UDC). En effet, ici, plusieurs intervenants ont reconnu que des fautes avaient été faites, le gouvernement également. Ce qui est difficile à comprendre, c'est pourquoi. Et là, je ne jette pas la pierre à M. Neuhaus puisqu'il n'était pas encore – comment il faut dire – à la tête de la Direction dont on discute, mais l'OIC a fait une grande faute dans le sens que lorsque nous avons décidé ici, dans le cadre du Grand Conseil, de vendre les bâtiments, donc, dans ce domaine de Prêles, on a... – le canton a vendu uniquement les bâtiments avec un droit de superficie. Pourquoi on a dit ici, dans cet hémicycle, qu'on voulait profiter de l'occasion de louer 7 parcelles d'environ 3 hectares, chacun a des agriculteurs de la région ? Pour calmer le jeu et faire en sorte que la population ne s'oppose pas à cette vente. Une deuxième faute a été faite lorsque le contrat a été envoyé à ces agriculteurs. 25 étaient intéressés, on a tiré sept agriculteurs au sort, on leur a envoyé un contrat qui n'est pas un contrat-type agricole à signer, il était limité dans le temps, ce qui n'avait jamais été prévu, et on leur a donné quatre jours pour prendre la décision : à prendre ou à laisser. Donc, c'est la deuxième faute.

Je suis également partisan d'une table ronde si on peut résoudre le problème et là, je m'adresse à notre conseiller d'Etat, M. Neuhaus, de faire en sorte de voir si ces agriculteurs ne pourraient pas conserver ces locations plus longtemps que les trois ans qui restent et de trouver un arrangement

avec le propriétaire des bâtiments qui a, lui, également un contrat. *(Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen. / Le président demande à l'orateur de conclure.)* Je vous invite à soutenir cette motion.

Präsident. Dann gebe ich das Wort Regierungsrat Neuhaus, sobald er sich installiert hat.

Christoph Neuhaus, Bau- und Verkehrsdirektor. Ich starte mit einer wichtigen Aussage: Grundsätzlich haben die sieben Pachtenden sehr, sehr grosse Sympathien. Das ist die gute Nachricht, und die schlechte: Ich habe kein Land. Der Regierungsrat hat Verständnis für das Anliegen der Motionäre, besonders auch, weil der Fehler in der ursprünglichen Ausschreibung des Betriebs für die Betroffenen jetzt Folgen hat. Der Regierungsrat, und hoffentlich reicht es, wenn ich mich so entschuldige, bedauert das auch. Denn der Regierungsrat weist darauf hin, dass wir befristete Pachtverträge haben. Wenn ich jetzt zugehört habe, haben wir zwei Dinge: Es gibt einen Baurechtsvertragsnehmer, der diesen Biobetrieb auf 44 Jahre vom Kanton Bern übernommen hat. Wir haben für sechs Jahre konventionell sieben befristete Pachtverträge. Das ist nicht irgendwie Vertragsrecht, sondern das ist bäuerliches Bodenrecht, nicht wahr, Fritz Ruchti. Ich muss eine Falschaussage korrigieren: Es sind zwar nicht die offiziellen Verträge, aber Sie können, wenn Sie verpachten, die offiziellen Verträge nehmen oder müssen Sie durch die Fachstelle Boden des Kantons Bern genehmigen lassen. Diese sieben Verträge wurden durch die Bodenfachstelle des Kantons Bern genehmigt. Man hat das den Pächtern mit einer kurzen Frist von vier oder fünf Tagen geschickt. Das habe ich gehört. Wie gesagt wurde, war ich damals nicht dabei. Ein Einziger hat telefoniert, und die anderen haben unterschrieben. Die sieben Pächter – konventionell, La Praye ist bio, das wollte der Grosser Rat – haben das seither bewirtschaftet, die meisten gut. Einer hat gerade einen Lebhag entfernt. Es rentiert sich wohl, wenn ich mit ihm spreche, damit wir das noch klären. Damit haben wir nicht illegal etwas gemacht, sondern einen Fehler, wie ich gesagt habe.

Ce n'était pas l'Office des bâtiments (Office des immeubles et des constructions, OIC), es war nicht das Amt für Grundstücke und Gebäude (AGG). Auch wenn es gerade wieder praktisch ist, das AGG im Fokus zu haben, dann kann man wieder den Schwarzen Peter zuschieben. Aber das war ein Chefberater eines Inforamas, ein Vollmitarbeiter. Wenn Sie mit ihm sprechen wollen, suchen Sie ihn als Vizegemeindepräsident einer Seeländer Gemeinde. Der hat ins Agrarinformationssystem, Gesamtlösung EDV Landwirtschaft & Natur (GELAN), geschaut, und er hat im GELAN die falsche Zahl gesehen und uns diese gemeldet. Man hat zudem eine Waldausscheidung gemacht, und deshalb hat man eine falsche Anzahl Quadratmeter reingenommen.

Ich wiederhole mich: Ich habe kein Land. Ich muss aber dem Pächter von La Praye 21 Hektare geben. Wenn er diese nicht erhält, hat er einen Schaden: 24 Jahre mal 21 Hektare. Dann kann ich die Bauern hier fragen. Es ist ein guter Tausender. Das macht, im Kopf gerechnet, rund 880'000 Franken. Wenn Sie etwas mehr als 1000 Franken nehmen, kommen Sie auf 1 Mio. Franken. Wenn der Bauer in La Praye – bio, wie der Grosse Rat es will – dieses Land nicht erhält, müsste man dem 1 Mio. Franken hinblättern. Oder man hat auch gesagt: «Setz dich mit ihnen an einen Tisch und sprich mit diesen Leuten». Dann müsste ich das Ganze neu verhandeln. David Hänni, so heisst er, bewirtschaftet das mit seinen Eltern, seiner Schwester und Angestellten. Sie können sich vorstellen, was das für eine Auswirkung hätte. Noch einmal, Grossrat Gerber, ich habe grosse Sympathie für dieses Anliegen. Aber ich hätte Mühe damit, wenn ich dorthin gehen und mich entschuldigen müsste. Es ist so, dass wir den Fehler nicht als BVE gemacht haben. Aber ich übernehme das und habe Sympathie für die Bauern. Aber es ist ganz klar, dass wir hier jetzt Verträge diskutieren. Verträge, und wer «Ueli der Pächter» und «Ueli der Knecht» kennt, weiss, wie das bei Ueli dem Pächter ging. Ich komme von einem Bauernhof. Es gilt sogar ein Handschlag. Ich kann Ihnen hier keine Korrektur machen. Denn erstens würde es 1 Mio. Franken kosten, wenn wir ganz sauber wären. Zweitens ist es so, dass die Pächter im vollen Wissen und Gewissen, was es für Konsequenzen hat, unterschrieben haben. Sie hatte sechs Jahre lang zwischen 2 und 5 Hektare, die sie sechs Jahre lang bewirtschaften und damit etwas verdienen konnten. Mir tut es persönlich effektiv leid. Es ist, in Anführungszeichen, ein Kuhhandel, der unter mir vielleicht nicht so gemacht worden wäre. Aber es ist nun einmal so geschehen, und wir können es nicht rückgängig machen. Das hat man so gemacht. Damit komme ich zum Schluss. Ich bitte meine Fraktion im Speziellen und Sie alle im Allgemeinen: Lehnen Sie diese Motion ab.

Präsident. Dann fassen wir den Beschluss über das Traktandum 89, einer Motion von Grossrat Etienne Klopfenstein: «Keine zeitliche Befristung der Verträge für die Landwirtschaftsflächen, die

der Kanton beim Verkauf der landwirtschaftlich genutzten Gebäude des Betriebs La Praye in Prêles verpachtet hat». Wer diese Motion annimmt, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (2020.RRGR.300)

Vote (2020.RRGR.300)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Ablehnung / Rejet

Ja / Oui 63

Nein / Non 73

Enthalten / Abstentions 15

Präsident. Sie lehnen diese Motion ab, mit 73 Nein- gegenüber 63 Ja-Stimmen bei 15 Enthaltungen.